ABONNEMENTS

S'adresser rue de la Pompe, 3

BRUXELLES

ADMINISTRATION

Boulevard du Hainaut, 139

Bruxelles

L'ÉMULATION

PUBLICATION MENSUELLE DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE

D'ARCHITECTURE

DE BELGIQUE

BUREAUX : RUE DE LA POMPE, 3, BRUXELLES

ANNONCES & RÉCLAMES

A FORFAIT

S'adresser rue de la Pompe, 3

BRUXELLES

DIRECTION — RÉDACTION

Rue des Quatre-Bras, 5

Bruxelles

— DÉPOSÉ —

— DÉPOSÉ —

— 43 —

SOMMAIRE

Origine de l'art roman et de l'art ogival. E. A. — A propos du Concours de Liège. V. D. — Jurisprudence. — Société centrale d'Architecture.

Origines de l'art roman et de l'art ogival

Une tendance générale de ceux qui se sont livrés aux savantes études historiques est de rapporter tout ce qui nous touche et jusqu'à la civilisation des Gaules, à l'époque de la domination romaine.

Que, dans l'organisation politique, dans la législation surtout, nous fussions tributaires des Romains, nul ne le contestera. Dans le domaine artistique, il est intéressant d'examiner si nous devons tant à Rome qu'il semble convenu que nous lui devions.

Il est un fait généralement admis, c'est que l'époque gallo-romaine a vu s'élever dans nos contrées de nombreux édifices dont l'art est essentiellement romain.

Nous connaissons encore les basiliques de Nîmes et d'Arles, l'arc de Saint-Remy en France; en Allemagne, la Porta Nigra de Trèves, la basilique restaurée de Cologne; les thermes de Paris (Cluny) et les nombreuses villa dont les vestiges ont été retrouvés même en Belgique.

Il paraît incontestable aussi que le catholicisme naissant se servit d'abord des édifices laissés par les Romains, puisqu'il employa à la construction de ses temples les ruines de ces édifices.

C'est l'époque qui précède immédiatement l'art roman.

C'est la période historique qui comprend les huit premiers siècles de l'Ere chrétienne.

Et c'est vers la fin de cette période que les Gaules, sous les Carolingiens, furent en proie au pillage continu des Normands. (C'est à partir du vi^e siècle que ce nom fut donné aux peuplades du nord : Danois, Norwégiens et Suédois, qui s'étaient jetées sur nos contrées et sur celles de l'Ouest de la France, peuplades qui, sous Charles le Simple (912) finirent par s'établir dans ce beau et fertile pays qui a conservé leur nom jusqu'à nos jours : la Normandie.)

On sait que ces invasions répétées des hordes scandinaves amenèrent la disparition d'un grand nombre d'édifices de l'époque gallo-romaine.

Mais pendant l'occupation des Gaules par les Normands, on est fondé à croire qu'ils reconstruisirent plusieurs monuments détruits par eux, et l'on sait que certaines coutumes, conservées dans les pays scandinaves jusqu'au xvi^e siècle dans leur forme complète et primitive, se sont continuées longtemps encore malgré les prohibitions dont elles furent l'objet sous la dynastie carolingienne (Aug. Thierry. — Considérations sur l'histoire de France, chap. 6.)

Les recherches archéologiques ont éveillé, en Suède, en Norvège et en Danemark, l'intérêt d'un grand nombre d'amis des sciences. De belles collections se sont formées comprenant de nombreux monuments runiques, des armes, des outils et des bijoux.

Parmi les bijoux, nous citerons notamment une précieuse collection de monnaies des califes, d'amulettes scandinaves, de bracelet et d'anneaux (parmi lesquels un magnifique collier d'or massif, en torsade) et une belle fibule en relief, ornée d'arabesques, réunis par le savant orientaliste, M. Halmboe, professeur à l'Université de Christiania.

Déjà en 1834, la Société des antiquaires, de Bergen fit paraître le Norsk Antiquarisk HistoriskLids, revue accompagnée de planches lithographiées, consacrée à tous les ouvrages et monuments historiques du Nord.

— 44 —

Un examen attentif fait constater des analogies incontestables entre le style de ces objets et ceux recueillis dans les tumuli des Gaules.

Et cette analogie n'existe pas seulement dans ces objets d'une importance, relativement peu considérable, mais nous la constatons encore dans l'ornementation sculpturale de membres d'architecture d'églises des Gaules et de Scandinavie.

C'est ainsi que, sur plusieurs chapiteaux des églises normandes des x^e et xi^e siècles, on remarque deux chimères placées face à face qui, selon certains archéologues, ont un sens caché.

C'est cet emblème que d'autres regardent comme celui des deux génies du bien et du mal, emblème du manichéisme dont la religion chrétienne, disent-ils, conservera longtemps les traces. Mais ce dualisme en avait alors disparu et dans la religion scandinave il se retrouve tout entier dans ce système du bon et du mauvais principe, d'une puissance intellectuelle agissant simultanément avec une puissance physique.

De plus, dans un chapiteau de la nef de la cathédrale de Mans (xii^e siècle), dans un tympan d'une porte latérale de l'église de Marigny (Calvados) et dans le tympan de l'église à Colleville-sur-mer (Calvados), on retrouve cet emblème accompagné d'entre-lacs qui rappellent singulièrement ceux qui ornent les pierres runiques et notamment celle découverte à Upland.

Ces serpents entrelacés se retrouvent encore dans un cippe funéraire de la Suède, et l'on pense qu'ils sont l'emblème du Grand Serpent Midgard, qui, dans les croyances scandinaves, entourait la terre dans ses immenses replis.

Ces mêmes entrelacs bizarres se trouvent dans le tympan de l'église de Lande-de-Cubzac (Gironde), le serpent emblématique dans tous ou presque tous les édifices du roman normand.

Ce qui pourra donner de précieux renseignements concernant l'influence scandinave sur l'art architectural de nos contrées ce sera l'étude approfondie des monuments runiques.

Les runes étaient en désuétude quand, en 1598, Burens les retrouva et les déchiffra le premier. Depuis, les découvertes de Garasson et de Liljegren, ont fait faire de grands progrès, et deux ouvrages, l'un, le Run-Lara (sciences des runes) en 1832, l'autre le Run-Urkunder (titres runiques) en 1833, donnèrent un recueil complet de toutes les inscriptions connues, suivies de leur traduction.

Ce qui pour nous, dans tous ces documents, offre le plus d'intérêt, ce sont les monuments de Suède et de Norvège.

La cathédrale la plus ancienne, dit-on, est celle de Lund (Suède). Elle fut bâtie vers 1122. — Son architecture est de deux styles distincts et en majeure partie byzantine. On y remarque un hypogée soutenu par plusieurs rangs de piliers.

Son abside, circulaire, rappelle singulièrement celles des églises de Zinzig et d'Andernach.

M. LEBAS, dans un précis intéressant de l'histoire de Suède, décrit plusieurs antiquités de ce pays, et parle d'un monument lapidaire, près de Saumur (Maine-et-Loire), qui aurait une grande ressemblance avec un monument du même genre de Westrogothie.

Les archéologues anglais, plus versés que nous dans l'histoire du Nord, plus à même de comparer leurs antiquités avec celles de la Scandinavie, ont fait entre elles des rapprochements d'un grand intérêt. Ils ont même poussé leurs études jusqu'aux monuments découverts en Normandie.

L'un de ces savants, M. PINKERTON, prétend que les roches de Carnac (Bretagne) ne sont ni celtiques, ni druidiques, et qu'elles appartiennent aux Goths-Belges. Qui sait si elles n'ont pas une origine plus septentrionale encore?

A l'appui de cette hypothèse nous citerons MM. DE JOUFFROY et BRETOU qui, dans leur Description monumentale de la Gaule, pensent que les différentes enceintes formées par les innombrables pierres de Carnac sur la côte du Morbihan, débris d'un monument dont l'origine et la destination n'ont pas encore été

— 45 —

constatées, « pourraient bien avoir été consacrées aux besoins du commerce, de la législation, de la justice et de la religion; peut-être Carnac fut-il un Champ de Mai, une espèce de Forum normand. »

M. COTMAN, dans son ouvrage : ANTIQUITÉS ARCHITECTURALES DE LA NORMANDIE, remarque : « Que les architectes normands se sont appliqués à copier le genre roman, en y ajoutant des ornements originaux, inconnus et hardis, qu'on ne peut concevoir d'un peuple étranger aux lois de l'art et de l'humanité. » Il cite, entre autres, certains détails d'ornementation ayant trait à l'histoire et à la mythologie scandinaves.

Pour terminer cette étude, sur laquelle nous aurons sans doute lieu de revenir, nous citerons quelques appréciations d'un auteur français, M. PIERRE-VICTOR, qui a beaucoup étudié l'archéologie scandinave :

« Au milieu de tout ce que cette architecture (du moyen-âge) a emprunté au style méridional, vous y voyez toujours percer et dominer le caractère du Nord. Elle a constamment, dans tout son ensemble, la teinte sombre et mélancolique.

« La part que ces peuples scandinaves, hardis et entrepreneurs, ont prise, après leur conversion au christianisme, à cette architecture que nous avons si improprement appelée gothique, à moins de l'attribuer aux Goths-Suédois, et désignée avec bien plus de justice par les Anglais, sous le nom d'Architecture normande, n'a pas été, semble-t-il, suffisamment remarquée, non plus que le caractère septentrional qu'ils lui ont imprimé.

« Ce n'est que lorsque les Scandinaves eurent envahi l'Allemagne, la France, l'Italie, et lorsque, devenus chrétiens, ils réédifièrent les temples qu'ils avaient saccagés, qu'on la voit prendre naissance et se transformer peu à peu.

« D'abord, copistes de l'arcade cintrée, dont les édifices existants leur offrent le modèle, les hommes du Nord l'emploient dans toute sa pureté.

« Mais, avant de s'établir dans les Gaules et la Germanie, ils avaient visité l'Orient, ils avaient vu Byzance, et ils associèrent bientôt à l'architecture romaine l'architecture byzantine, fusion qui semble prélude à la composition du style ogival.

« Ils portent ensuite leurs armes en Espagne et en Syrie; ils revoient l'Orient si plein d'attrait pour eux, l'Orient où leurs ancêtres plaçaient Asgaard, le séjour des dieux; et ils modifient de nouveau leurs moments dans le goût oriental. Ils accolent les longs fûts de colonnes en faisceaux serrés, entrelacent les arcs à plein cintre et, de ces combinaisons, forment l'ogive.

« Cependant, constamment attachés à la mère-patrie, les Scandinaves semblent avoir voulu en perpétuer le souvenir en reproduisant dans leurs édifications la nature gigantesque des régions hyperboréennes. Dans ces gerbes de colonnes jaillissantes, dans la forme ogivale de ces arceaux élancés, on croit voir l'image des pins altiers de leurs montagnes, la courbure et le croisement des branchages de leurs forêts; dans ces clochetons aigus qui couronnent les portes et les tours, la reproduction des aiguilles de leurs rocs à pic.

« Enfin, ils ont, en quelque sorte, marqué de leur sceau cette grande création. Le souvenir même de leur ancienne religion s'y trouve fréquemment retracé, car la mémoire d'Odin et de Thor enflamma leur imagination longtemps encore après qu'ils eurent abjuré leur culte.

« Parmi les monstres qu'ils se sont plu à y figurer, plusieurs appartiennent à la mythologie scandinave et l'on y voit les symboles de l'odinisme associés aux mystères du catholicisme.

« Ce sont des oiseaux de proie, des pommes de pin et d'autres objets caractéristiques de la nature septentrionale; ailleurs, des casques, des boucliers qui rappellent l'armure des anciens guerriers normands; ailleurs encore, des moufures, des torsades, d'un goût analogue aux ornements brodés et sculptés qui se remarquent encore de nos jours, sur les vêtements et les meubles de plusieurs cantons reculés du Nord. »

E. A.

A PROPOS DU CONCOURS DE LIÈGE

Dans notre dernière livraison nous annoncions qu'un concours était ouvert à Liège pour les plans d'un hospice.

Nous avons reçu le programme de ce concours, qui est appelé à avoir un succès immense parmi nos confrères. Qu'on en juge!

Le programme demande le projet d'un hospice pour 700 vieillards des deux sexes, pouvant coûter 700.000 francs, et comprenant :

Loge de portier, pharmacie, cabinets de docteur, réfétoire, infirmerie et logement pour 50 sœurs infirmières, réfectoire et logement pour 15 filles de service, réfectoire, tabagie, salles de réunion, de lecture et de récréation pour 25 époux hospitalisés.

Dortoirs et lavoirs dont un certain nombre doit être au rez-de-chaussée pour les impotents, infirmerie pour 40 malades avec toutes les dépendances nécessaires, tisannerie, pharmacie, bains, salles d'isolement.

Établissement de bains pour les vieillards valides. Des cuisines, épluchoir, laverie, remise, caves à provisions. Une chapelle avec sacristie et une salle pour les cultes dissidents, une salle mortuaire, des ateliers de tailleurs, cordonniers, menuisiers, serruriers, mignons, couturières, ren-trayuses.

Une buanderie avec séchoir et toutes ses dépendances et appareils mus à la vapeur, devra être installée dans un bâtiment séparé et suffisamment éloigné des bâtiments principaux.

Une brasserie avec moulin (travail d'une cuve matière de 15 hectolitres), avec accessoires.

Une écurie pour deux chevaux et une remise pour camions. Des greniers couverts, des caves, greniers, cours, jardin et clôtures.

Des latrines partout où elles seront nécessaires. Et le programme ajoute : « Cette nomenclature n'est pas limitative, les architectes pourront y ajouter tels autres locaux qui seraient jugés utiles. »

Indépendamment d'un métré détaillé pour chaque bâtiment, d'une récapitulation sous forme de devis, de notices complètes, sur le système de chauffage et de ventilation avec coût justifié de leur établissement, les concurrents devront fournir :

- 1° Un plan général à 0^m005 par mètre;
- 2° Un plan d'ensemble à 0^m01 :
 - a. Du sous-sol, citernes, aqueducs, égouts, etc.;
 - b. Du rez-de-chaussée;
 - c. Des étages;

3° Le plan de chaque bâtiment à 0^m02 par mètre???!...!

4° Les coupes longitudinales et transversales en nombre suffisant pour apprécier les diverses parties des bâtiments;

5° Les façades de ces bâtiments.

Pour les 4° et 5°, on ne désigne pas l'échelle; il semble que ce doit être celle de 0^m02 par mètre.

Pourquoi ces plans à 0^m005, à 0^m01 et à 0^m02 qui ne feront que reproduire les mêmes constructions à ces différentes échelles? Cela n'a aucune utilité, et l'on peut juger aussi bien sur les plans à 0^m01 que sur ceux à 0^m02 par mètre.

Or, savez-vous jeunes architectes que je vois déjà vous préparer à ce concours, quel est le montant des primes pour un travail de cette importance?

Première prime, 3.000 francs.
Deuxième prime, 1.000 francs.
Et c'est tout.

Ah! ça, se moque-t-on de nous à l'administration des hospices civils de Liège, et ces messieurs nous croient-ils suffisamment réduits à la misère pour supposer un instant que nous allons, à ces prix-là, leur envoyer ce qu'ils demandent, c'est-à-dire des projets cotés, complets, prêts à l'exécution?

Mais, Messieurs les administrateurs, pour un seul des concurrents qui aura la prime, combien d'autres auront fait un bon travail pour rien?

Et le concurrent primé, croyez-vous donc que les 3.000 fr. que vous voulez bien lui accorder, seront un prix rémunérateur, non pas des études et des recherches qu'il aura dû faire, mais du temps consacré seulement à exécuter, en trois mois et demi, tous les dessins que vous réclamez. Evidemment non, vous ne croyez pas cela, et votre concours, suivant la voie que lui ont tracée ses devanciers, me paraît avoir pour but d'obtenir pour peu d'argent un grand nombre d'idées et de projets, dans lesquels vous puiserez tout ce qui vous paraîtra utile!

Est-ce que cette exploitation des architectes par certaines administrations ne va pas bientôt cesser? Il est temps que cela finisse, et nous préférons voir supprimer les concours, dont nous sommes cependant les plus chauds partisans, que de les voir continuer à n'être bien souvent qu'une simple formalité. Ce n'est pas 4.000 francs de prime qu'il fallait offrir, messieurs des hospices de Liège, mais 10.000 francs au moins. Et mettant le comble à votre parcimonie, vous ajoutez : « Dans le cas où l'auteur du projet primé serait chargé de son exécution (*rara avis*), la prime serait déduite de ses honoraires, fixés comme suit :

- 5 p. c. sur les cent premiers mille francs.
- 4 p. c. sur les cent mille francs suivants.
- 3 p. c. sur les trois cent mille francs suivants.
- 2 p. c. sur le restant.

C'est à dire une moyenne de 3 p. c. sur le tout, déduction faite de la prime.

J'espère bien que nos confrères liégeois, les premiers rédacteurs en Belgique du tarif minimum d'honoraires, sanctionné par le groupe d'architectes de l'Union syndicale et la Société centrale d'architecture vont s'empresser d'envoyer se promener l'administration des hospices et son concours.

Pas un architecte sérieux, qui respecte son art, ne se hasarderait dans pareil guépier. Les hospices de Liège pourront se contenter des envois des autres, et je leur promets, près de ceux-là, un immense succès.

La conclusion de tout cela, c'est qu'il est profondément regrettable que les architectes belges ne s'entendent pas entre eux, ne soient pas groupés en une puissante corporation qui, dans les circonstances analogues, pourrait faire entendre sa grosse voix, soit pour objecter aux diverses administrations que si les concours sont bons et utiles, il faut qu'ils soient décemment et équitablement organisés, soit, dans le cas où elle ne réussirait pas à le leur démontrer, pour engager ses membres à une abstention en masse.

On nous traite vraiment comme des parias; il est plus que temps que nous réclamions énergiquement notre place au soleil. Si nous étions groupés en une vaste association, nous pourrions efficacement nous lancer, nous aussi, dans la politique qui, aujourd'hui, absorbe tout; c'est le seul moyen de tout obtenir; nous y ferions valoir l'influence de notre corporation, nous exigerions, au besoin, les réformes que nous sollicitons actuellement, et qu'on refusera toujours à nos groupes dispersés.

La Société centrale d'architecture va ouvrir une exposition nationale; ne pourrait-elle, à cette occasion, convoquer les architectes belges à une réunion générale, sorte de congrès où seraient discutées, de préférence aux autres qui pourraient venir en leur temps, ces questions matérielles qui nous intéressent si directement tous? Cette réunion plénière pourrait être le berceau de la FÉDÉRATION DES ARCHITECTES BELGES.

V. D.

JURISPRUDENCE

Cour d'appel de Gand. — Chambre civile.

Commune de Blankenberghe. — avoué : Colens; Contre : De Gobart, — avoué : Fierens. Présents : MM. Grandjean, premier président; Coevoet, de Meulenaere, Frédéricq, Van Maele, conseillers; Goddyn, premier avocat général; Meulewaeter, greffier.

Arrêt du 16 décembre 1882.

Attendu que l'action, intentée par la ville de Blankenberghe, tend à faire dire pour droit, que le terrain des dunes, ayant servi d'emplacement à l'ancien phare et cédé gratuitement par l'Etat à la demanderesse, n'est grevé d'aucune servitude pour l'usage et l'utilité du fonds situé à l'ouest de ce terrain et appartenant aux époux De Gobart, intimés en cause; qu'en conséquence la demanderesse, ici appelante, est en droit d'établir des bâtiments et constructions sur ledit terrain sans respecter les portes et fenêtres, vues et issues pratiquées dans les bâtiments des intimés;

Attendu que, pour contester le bien fondé de cette demande, ceux-ci ont soutenu, devant le premier juge, qu'il existe, sur le terrain de la ville appelante, une voie publique, sur laquelle, comme tout autre propriétaire riverain, ils ont droit de vue et d'accès;

Attendu que cette allévation est déniée par la partie adverse et que les intimés sont restés en défaut d'en fournir la preuve;

Qu'ils n'ont produit ni une décision de l'autorité communale relative à la voie publique dont s'agit, ni une autorisation de bâtir le long de cette voie, ni un document administratif émané du gouvernement et ayant pour objet l'établissement d'un chemin public à l'endroit indiqué, ni telle autre pièce constatant l'accomplissement des formalités légales;

Que, s'il est vrai qu'en 1864 le conseil communal de Blankenberghe a décrété l'ouverture d'une place publique avec jardin aux abords du fortin fanal, il est non moins certain que ce projet ne pouvait, aux termes de l'arrêté royal qui approuvait cette délibération, être exécuté qu'après la démolition dudit fanal, et qu'il fut abandonné avant tout acte d'exécution;

Que le terrain, dont s'agit, ne présente du reste, en fait, aucun des caractères de la voie publique et n'a jamais été assimilé à celle-ci;

Qu'ainsi le premier moyen, auquel il a d'ailleurs été renoncé devant la Cour, advient non fondé;

Attendu qu'il faut en dire autant des autres moyens présentés en cause par les intimés;

Que, si l'on peut admettre, avec le premier juge, qu'une servitude ne doit pas nécessairement être constituée en termes exprès et que le magistrat peut rechercher l'existence de ce droit réel dans l'ensemble des clauses d'un acte ou même dans des actes différents, il faut néanmoins que l'intention d'asservir un fonds au profit d'un autre fonds soit clairement établie;

Attendu, en effet, que la servitude est un démembrement de la propriété, que la liberté des héritages constitue le droit commun de celle-ci, et que, s'il est loisible aux parties contractantes d'y déroger, ces dérogations, toutes exceptionnelles, ne sauraient se présumer;

Attendu que ni l'arrêté ministériel du 25 juin 1860, par lequel l'Etat autorise De Gobart à construire la maison comprenant les vues et issues en litige, ni l'acte de vente du 12 août 1875, enregistré, par lequel le gouvernement lui vend définitivement le terrain, sur lequel cette maison est bâtie, ne renferment la moindre trace d'une concession de droit réel sur le fonds contigu, appartenant aujourd'hui à l'appelante;

Que, d'autre part, l'acte du 11 juillet 1873, enregistré, par lequel ce terrain immeuble est cédé gratuitement à la ville de Blankenberghe, ne contient aucune clause, d'où l'on puisse induire même indirectement l'existence d'une servitude au profit de la propriété des intimés;

Que, dans le silence de ces actes, il n'échet point d'admettre que la propriété de l'un ou de l'autre de ces fonds a cessé d'être entière;

Attendu que c'est à tort que le premier juge déclare dans son jugement « qu'en vertu du contrat de vente du 12 août 1875, les défendeurs sont, par une espèce de consolidation, devenus propriétaires incommutables du terrain et de la maison y construite, dans l'état, eu tout se trouvant au moment de la vente et, par conséquent, avec les droits d'accès, de vue, de jour et d'issue résultant du genre de construction établie »;

Que, loin d'avoir voulu, en 1875, transmettre aux intimés les droits réels dont il s'agit au litige, l'Etat a formellement stipulé, dans l'acte, qu'il entendait vendre sans garantie quant aux vues et issues, clause, qui, de l'aveu des intimés, ne saurait s'appliquer qu'aux vues et issues contestées;

Que, l'eût-il voulu, il n'eût pu, à cette époque, grever d'un droit réel quelconque le terrain cédé à la ville appelante, la propriété de ce fonds appartenant alors à autrui;

Attendu que c'est également à tort que les intimés soutiennent que les servitudes qu'ils revendiquent ont été établies par l'Etat à titre de destination du père de famille, conformément aux articles 692, 693, 694 et 696 du code civil;

Que, pour que pareille destination puisse exister, l'article 693 précité exige d'une manière expresse que « ce soit par le propriétaire des deux fonds actuellement divisés que les choses ont été mises dans l'état duquel résulte la servitude »;

Attendu que, tout en matière de servitude étant de droit étroit, il ne saurait appartenir au juge d'étendre ce texte au delà de ses termes et d'admettre la destination du père de famille là, où le signe apparent de servitude, établi entre les deux fonds, est le fait d'un tiers;

Attendu que les vues et issues litigieuses ont, dans l'espèce, été établies par les seuls intimés;

Que c'est une erreur de dire que le gouvernement, en concédant à De Gobart un terrain des dunes à la charge d'y bâtir et en approuvant le plan des constructions à y élever, s'est approprié tous les actes du concessionnaire relatifs à ces constructions et doit être censé avoir agi lui-même;

Qu'il importe de ne pas perdre de vue que la concession accordée par l'Etat était révocable au gré du concédant;

Que c'est ainsi que l'arrêté du 25 juin 1860, stipulant que « l'autorisation accordée au concessionnaire De Gobart pourrait être révoquée, dès que l'administration le jugerait convenable et pour quelque motif que ce fût, sans que l'impétrant pût prétendre à aucune indemnité ni élever une réclamation quelconque, la bâtisse à établir devant être construite à ses risques et périls »;

Que ce caractère, essentiellement précaire du droit accordé au concessionnaire, ne saurait se concilier avec l'idée d'un arrangement permanent et perpétuel, qu'implique la destination du père de famille;

Qu'il en résulte, au contraire, la preuve manifeste, corroborée d'ailleurs par les autres faits et documents de la cause, que l'Etat n'a jamais eu l'intention de destiner l'un des deux fonds au service de l'autre et qu'on ne saurait dès lors admettre que la séparation des deux héritages ait pu faire naître les servitudes réclamées par les intimés;

Qu'il advient donc sans portée de prétendre que les conventions intervenues entre la ville demanderesse et l'Etat n'ont pu restreindre les droits, que De Gobart puisait dans l'acte de concession;

Qu'il n'est pas sérieux de soutenir qu'en faisant insérer dans l'acte de cession gratuite de 1873 que le prétendu fonds servant « aboutissait à l'ouest à un terrain des dunes concédé au sieur De Gobart, » le gouvernement a voulu limiter les droits de la ville par la concession accordée à ce dernier;

Que cette mention de style dans tous les actes semblables, loin d'être favorable aux prétentions des intimés, semble plutôt mettre en relief le caractère aléatoire de leurs droits en passant sous silence la construction établie sur le terrain concédé;

Que vainement les intimés objectent que « la concession a été déclarée convertible en aliénation définitive par la loi du 28 juillet 1871, et qu'elle doit être respectée par la ville demanderesse comme par l'Etat depuis que l'acte de vente de 1873 a réalisé la condition mise par le législateur à la dite conversion »;

Que cette loi n'a modifié en rien la nature du droit concédé à De Gobart en 1860;

Qu'il résulte de ses termes, comme aussi de son esprit, qu'elle n'a entendu accorder aux concessionnaires qu'une espérance, dont la réalisation dépendait avant tout du gouvernement;

Que, si l'Etat n'était point juridiquement lié par cette loi, si aucune obligation n'existait dans son chef vis-à-vis des concessionnaires, aucun droit, même éventuel, ne pouvait naître dans le chef de ceux-ci vis-à-vis de l'Etat, et qu'il est dès lors inadmissible que le droit de propriété, que leur accordait ultérieurement un acte de vente, ait pu rétroagir jusqu'à la mise en vigueur de cette loi;

Qu'il importe donc peu que la ville de Blankenberghe ait eu, en 1873, connaissance de la disposition des lieux;

Que peu importent également les autres circonstances invoquées soit par le premier juge, soit par les intimés;

Que toutes ces circonstances s'expliquent aisément par ce fait qu'à diverses reprises l'établissement d'une voie publique, le long de la concession De Gobart, a été entrevu comme probable;

Que, si De Gobart a pu escompter ces prévisions au mieux de ses intérêts, il n'a pu y fonder un droit quelconque, moins encore transformer en service foncier ce qui n'a jamais cessé d'être une simple tolérance;

Par ces motifs, la Cour, Vu l'arrêt rendu en cause le 20 mai dernier, ensemble les autres pièces du procès;

Où les parties en leurs moyens et conclusions; Ouï M. Goddyn, premier avocat général, en son avis conforme;

Reçoit l'appel de la ville de Blankenberghe et y statuant, met à néant le jugement *à quo*, émendant et faisant ce que le premier juge aurait dû faire, dit que les intimés n'ont aucun droit de servitude au profit de leur fonds situé à l'ouest de l'emplacement de l'ancien phare de Blankenberghe, sur le terrain de cet emplacement, cédé en 1873 à l'appelante par l'Etat; en conséquence, écartant toutes fins et conclusions contraires, lesquelles sont déclarées non justifiées et non fondées, condamne les intimés à faire disparaître toutes portes et fenêtres, toutes vues et issues pratiquées du côté du dit terrain de la ville appelante dans les bâtiments construits sur leur propriété susdite, ce à peine de cinquante francs d'indemnité à payer à la partie appelante pour chaque jour de retard à partir de la signification du présent arrêt; dit que la ville de Blankenberghe est en droit d'établir des bâtiments et constructions sur le susdit terrain sans respecter les portes et fenêtres, vues et issues dont s'agit; condamne enfin la partie intimée aux dépens des deux instances.

Société centrale d'Architecture

Dans sa dernière séance le Comité a admis en qualité de membres effectifs MM. Van Dorsel et Horta, architectes à Bruxelles, et en qualité de membre correspondant M. Coppie-ters, architecte à Anvers.

Dans l'assemblée générale mensuelle suivante il a été donné lecture du rapport présenté, au nom de la commission chargée de l'étude des droits et devoirs de l'architecte, sur l'intéressante question du diplôme d'architecte et la nécessité de créer en Belgique une école spéciale d'architecture. Ce rapport, qui fera l'objet de discussions dans une ou plusieurs réunions spéciales sera publié dans notre prochaine livraison.